

T2137 - 377 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

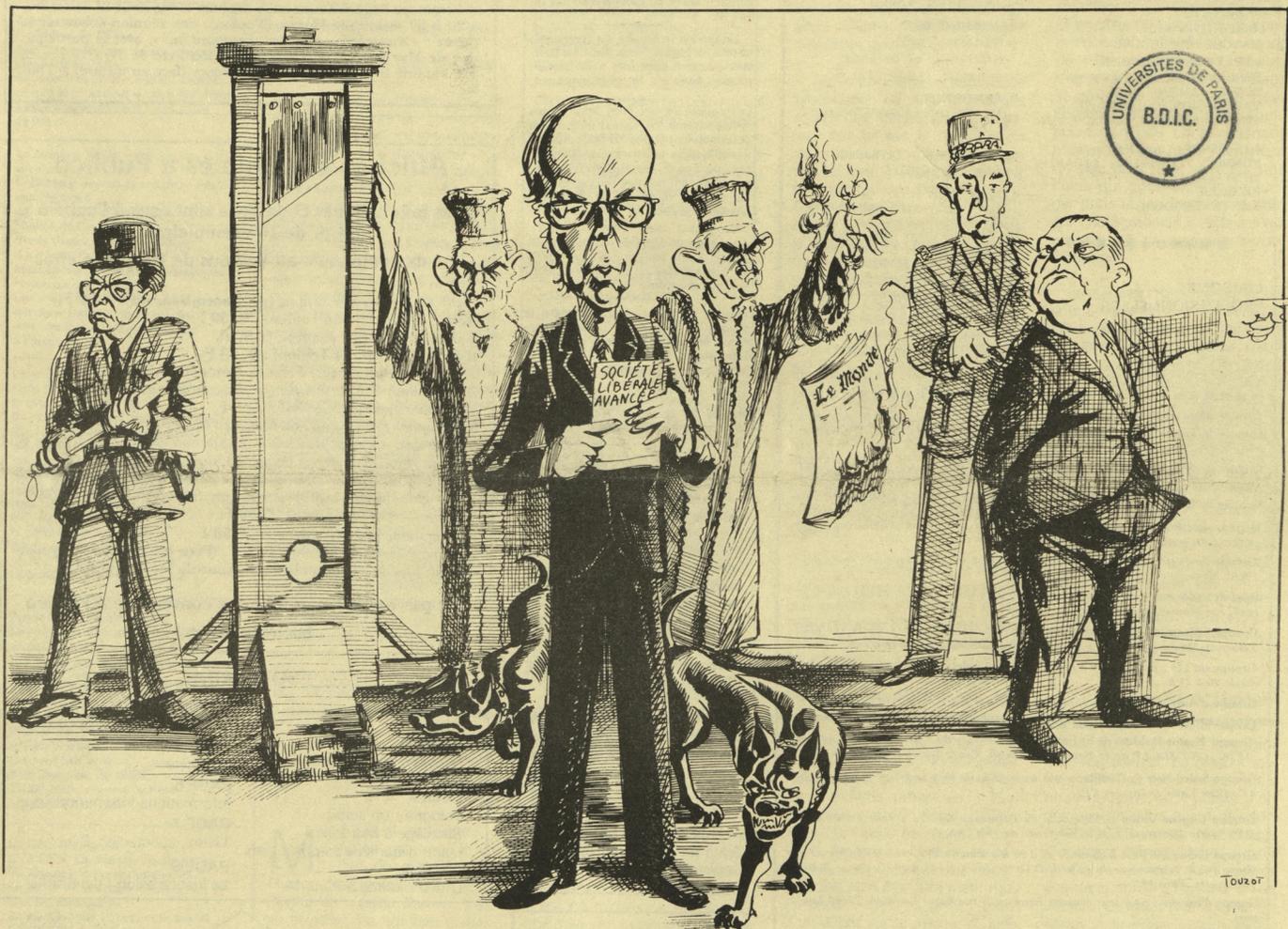
N° 377 JEUDI 27 NOVEMBRE 1980 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

VERS UN TOTALITARISME ?



Editorial

Ce mois de novembre 1980 aura été marqué par l'adoption du projet (à peine amendé) « Sécurité et Liberté » du garde des Sceaux Peyrefitte, par le Sénat et bientôt par l'Assemblée nationale.

Ce projet de loi qui réorganise le fonctionnement de la justice en France, prouve la volonté affirmée du pouvoir de renforcer l'efficacité répressive des lois et de leur application. On peut citer en exemple à cela le fait que le passant sera maintenant tenu de décliner son identité au cours des contrôles de police. Les ouvriers qui séquestreront leur patron seront passibles de peines de prison, de même que les cheminots auxquels il prendrait l'idée d'arrêter les trains. Dans certaines conditions, la peine de prison sera évitée, en payant une caution, cette mesure renforçant encore un peu plus la justice de classe à laquelle nous sommes soumis. Il est intéressant de noter à ce sujet que les journaux de droite tel *Le Figaro*, titrent en ce moment sur la montée de la délinquance et de la criminalité, appuyant les menées du pouvoir, et visant à accroître un peu plus, chez les représentants de la France profonde,

la conviction qu'ils doivent être protégés. Seulement, peut-être ces mêmes Français moyens se retrouveront-ils un jour faisant grève et — qui sait ? — passeront-ils à l'action directe ? Dans ce cas, ils seront alors protégés contre eux-mêmes !

Mais ce durcissement de l'appareil judiciaire et policier se fait parallèlement à l'offensive du gouvernement dans tous les secteurs. On peut citer l'atteinte au statut des fonctionnaires par l'embauche de personnels vacataires ou auxiliaires dans la fonction publique, la généralisation du système intérimaire et l'atomisation de la classe ouvrière qui en découle.

Quant à l'information, si Peyrefitte, de par son projet, restreint encore les libertés individuelles et syndicales, il s'occupe également des libertés de la presse et des rares journaux qui ne sont pas complètement aux ordres. Après les procès contre *Le Canard Enchaîné*, *Liberation*, *Avant de Recherche*, c'est maintenant *Le Monde* qui est sur la sellette. On reproche à ces journaux d'avoir mis en évidence la pourriture d'un pouvoir corrompu, acceptant des diamants en échange de services rendus, cachant ses ministres du Travail suicidés et ses nobles véreux assassinés derrière la toute-puissance de l'exécutif.

Dans cette offensive répressive, on ne sait s'il faut décerner la palme à Peyrefitte ou à Saunier-Seïté qui remet de l'ordre dans les universités en supprimant les enseignements qui dérangent, en bloquant les crédits et en ne créant pas de nouveaux postes, donnant le pouvoir aux mandarins et restructurant le CNRS. Grâce à elle, l'Université va redevenir ce qu'elle était avant 1968 : l'accomplissement de la reproduction sociale de la bourgeoisie, relayée néanmoins de plus en plus par les grandes écoles. A cela, les syndicats étudiants réagissent en manifestant à l'Assemblée nationale et en y réclamant l'unité PC-PS, ce qui, n'en doutons pas, est une réponse efficace au pouvoir (prouvant de ce fait que Coluche n'a pas l'apanage de la dérision).

Les syndicats des travailleurs ne sont pas en reste et pratiquent une politique d'attentisme électoral ou, telle la CGT, comptent les journées d'action et les déclarations fracassantes qui ne remuent que du vent. Ainsi, comme le disait un chanteur connu : « les temps sont difficiles »...

A de telles périodes, il est bon de ne pas se mettre au diapason de l'inertie et de la résignation ambiante mais, au contraire, d'en analyser les causes et de définir notre stratégie, face à un pouvoir qui montre de plus en plus les dents.

POP2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNES : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULINS
 ARDECHE : AUBENAS
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
 DOUBS : BESANCON
 EURE : EVREUX
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS - MONTPELLIER
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE-ST. ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE-VALENCIENNES
 OISE : CREIL
 ORNE : ARGENTAN
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 BIARRITZ
 HT-RHIN : MULHOUSE
 RHONE : LYON
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 MANCHE : CHERBOURG
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE
 SOMME : AMIENS
 VAR : REGION TOULONNAISE
 VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION

PARISIENNE
 PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2^e, 5^e, 6^e, 7^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD
 - FRESNES-ANTONY
 - LES ULIS
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - THIAIS, CHOISY
 - MASSY
 - VILLEJUIF
 - MONTROUGE

BANLIEUE EST
 - GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST
 - NANTERRE, RUEIL
 - NANTERRE - LA DEFENSE
 - VEHNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD
 - VILLENEUVE-LA GARENNE, ST. OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY

LIAISONS
 La Seyne-sur-Mer, Laon, Aisne, Soissons, Cannes, Grasse, Ardennes, Salon, Caen, Angoulême, Marennes-Oléron, Saintes, Vierzon, Ajaccio, Saint Eneuc, Bégard, Valence, Concarneau, Le Vigan, Brest, Montpellier, Sète, Châteaurox, Sassenage, Isère, Jura, Blois, Vendôme, Le Puy, Florac, Laval, Novon, Henin-Beaumont, Bas Rhin, Le Man, Thonon-les-Bains, Nord Seine et Marne, Maule, Paris-Nord, Montauban, Hyères, Poitiers, Nord Haute Vienne, Epinal, Toulouse.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes Cédex
 Groupe de Troyes : les 1^{er} et 3^{es} mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1^{er} porte à gauche)

Groupe de Tours : Pour tous contacts, écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours Cédex

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette

Permanence F.A. d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle Jean Rosland, rue Montebello à Toulon

Groupe L'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du C.E.S., 16 rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis, samedis de 18 à 19 h

Groupe du 11^e : permanence à Publico, 3 rue Ternaux 75 011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80330 Longueau

Liaison Blois : B.P. 803 - 41008 Blois Cédex

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les samedis à partir de 15 h., au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St Etienne.

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h., 26 rue de Bianne à Cadillac (salle de l'ancien CES)

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18^e

Groupe d'Evreux : pour tous contacts écrire au 2, rue Roger Jourdain, 27400 Louviers.

Groupe Fresnes-Antony : mercredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes d'Antony, métro Antony (tél. 668 48 58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour)

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale - Cercle d'Etudes Libertiaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local «salle communautaire du moulin de Paris», 02000 Merlieux, (tel. (23) 80-17-09).

Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Liaison Angoulême : tous les samedis de 14 à 17 heures dans son local, 19, rue des Acacias.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTERIEURES le samedi, de 14 h 30 à 18 H, 3, rue Ternaux Paris 11^e (M^o Oberkampf) - Tél : 805-34-08.

COMMUNIQUÉS

Un nouveau groupe se crée aux Ulis. Que tous ceux qui pensent que la révolution sociale ne se prépare pas en chassant seulement Giscard-Barre, mais aussi Marchais-Mitterrand et les autres, prennent contact avec les militants lors des permanences à la MPT des Ulis, les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois de 20 h 30 à 22 h; les dimanches au marché des Ulis, de 10 h 30 à 12 h, ou bien en écrivant aux RI qui transmettront.

La liaison d'Angoulême tiendra une permanence tous les samedis de 14 à 17 heures dans son local, 199, rue des Acacias.

Un groupe est en formation à Houilles (Yvelines). Une vente du Monde Libertaire est assurée tous les samedis matin sur le marché. Pour tout contact : à l'occasion de cette vente ou par les RI qui transmettront.

Des militants du groupe d'Evreux viennent de s'installer à Louviers où une liaison est de ce fait créée. Pour tout contact, écrire au groupe d'Evreux ou aux RI.

Un groupe veut naître sur Rambouillet et proche région. Tous (tes) les libertaires voulant s'associer à sa création pourront écrire aux RI qui transmettront.

Le groupe Berneri (10^e) informe ses sympathisants (ou futurs) qu'il assure désormais une vente du ML, tous les samedis après-midi à l'entrée Rambouillet du Forum des Halles. En outre, le groupe tient toujours ses ventes tous les samedis après-midi de 14 à 16 h à la Gare de l'Est.

Le groupe de Moulins reprend ses activités. Toute personne désirant entrer en contact avec lui peut écrire aux RI qui transmettront.

Pour le contacter plus facilement, le groupe E. Varlin du 15^e vous communique ses points de vente du Monde Libertaire :
 M^o Pernety, le mercredi, 17 h 30-18 h 30; M^o Pasteur, le jeudi 17 h 30-18 h 30; M^o Cambronne, le vendredi 17 h 30-18 h 30; M^o Les Halles, le samedi, 16 h-18 h; marché de Grenelle, le dimanche 10 h-12 h.

Les prochains cours de formation du groupe Louise Michel auront lieu :

4^e cours : vendredi 28 novembre : les expériences de luttes autogestionnaires dans l'Histoire, par Roland Bosdeveix.

5^e cours : jeudi 4 décembre : centralisme démocratique ou fédéralisme anarchiste, par Thyde Rosell.

Lors de ces cours, vous pouvez toujours voir l'exposition réalisée par ce groupe sur la Commune de Paris.

L'autocollant anti-électoral édité par le groupe du 11^e est épuisé.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18^e (M^o Blanche)

Tous les samedis de 15 à 17 h 26 rue du Wad-Billy Metz - Tél. 74-41-58

Directeur de publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie «Les marchés de France»
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépot légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

GERMINAL n°1. 3^e.
 Mensuel De Dérivation Sociale
 novembre 80
 ÉDITO....
 Journal local mensuel édité par le groupe FA d'Amiens.
 Prix au numéro : 3 F
 BP 7, 80338 Longueau



Le groupe Région Toulonnaise organise le vendredi 12 décembre, à 20 h 30, à la salle Mozart (Toulon), une réunion-débat sur le thème : « Anarchisme d'hier et d'aujourd'hui », avec la participation de May Picquery. Dédicace de son livre de 17 à 19 heures à la librairie *Alméas*, 4, rue Charles-Poncy (face au théâtre) à Toulon.

Affiches disponibles à Publico

Les prix indiqués ci-dessous sont ceux à l'unité à partir de 10 exemplaires.
 Pas de commande au-dessous de 10 exemplaires

- Halte au Filage des Enfants (gr. Sacco-Vanzetti) : 0,50 F.
- Action directe (gr. de Toulon) : 0, 50 F.
- Gestion directe (gr. Jacob) : 0, 50 F.
- Radios libres (gr. de Toulon) : 0, 50 F.
- Autogestion, photo (gr. Fresnes-Antony) : 0,50 F.
- Armée, Bourreau du Peuple (gr. Sacco-Vanzetti) : 0,50 F.
- Antimilitarisme (gr. de Ris) : 0,60 F.
- Supprimons l'Armée (gr. de Massy) : 0,60 F.
- L'Anarchie, c'est la plus haute Expression de l'Ordre : 0,25 F.
- Lisez le Monde Libertaire (vente en kiosque) : 0,40 F.
- Lisez le Monde Libertaire (ancienne parution) : 0,45 F.
- Grève gestionnaire expropriatrice (gr. Sacco-Vanzetti) : 0,60 F.
- Gestion directe (gr. Jacob) : 0,50 F.
- Autogestion, texte (gr. Jacob) : 0,50 F.
- Affichage libre (gr. Jacob) : 0,70 F. (Pour les affiches du groupe Jacob, pas de commande au-dessous de 50 exemplaires).

Ne pas oublier pour chaque commande à Publico les frais de port

SOMMAIRE

PAGE 1	Les jockistes en folie
Editorial	Une seule arme efficace...
PAGE 2	PAGE 5
Activités des groupes	En Chine...
PAGE 3	PAGE 6
En bref	Informations Internationales
Pologne : un sursis	PAGE 7
Sacrilège à Marseille	Livres, spectacles, BD...
L'antimilitarisme se porte bien	PAGE 8
PAGE 4	La justice selon Peyrefitte...
Grève illimitée à Paris 14	

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration :
 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tél. 805.34.08

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	50 F	55 F	78 F
26 n°	95 F	110 F	150 F
52 n°	180 F	210 F	280 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste

en bref...en bref...

Au cours d'une manifestation en 1977 contre les QHS, Annie Livrozet a été appréhendée par la police et inculpée « de violences et rébellion à agents de la force publique ». Son procès aura lieu au palais de justice de Paris, 14^e Chambre correctionnelle, le jeudi 27 novembre à 13 h 30.

Depuis 1973, deux médecins généralistes de Bayonne, A. et R. Chevalier, ont entrepris une action en faveur de l'avortement et pratiqué des avortements non clandestins. Aucune plainte n'a été déposée, mais une enquête du préfet des Pyrénées-Atlantiques leur vaut un procès au tribunal correctionnel de Bayonne, le 11 décembre.

Jean Lapeyrie (président du CPI) a, par l'intermédiaire de ses avocats, demandé la levée des mesures de blocage du courrier, ce que le procureur de la République s'est « gracieusement » empressé de faire.

Le numéro 26 d'Avais de Recherche est sorti. Frédéric Joyeux et ses deux avocats ont comparu devant le juge d'instruction chargé de l'enquête. Après deux heures d'audition, il a décidé de lever toute mesure de blocage administratif concernant le journal. Les trois plaintes d'Yvon Bourges ont donc logiquement entraîné une inculpation de provocation à l'insoumission.

Le groupe écologique de la MJC/O, en collaborant avec le groupe écologique de la MJC/P, offre un cours gratuit d'esperanto. Ce cours aura lieu à la MJC des Presles, avenue de la Marne, 93800 Epinay-sur-Seine, téléphone : 826-45-00, tous les jeudis de 20 h à 21 h. Les cours ayant débuté le jeudi 6 novembre 1980, il est possible d'organiser un second cours débutant pour les nouveaux postulants.

Après 5 mois de détention, Laurent Scardin, ayant été réformé, se voit relaxé par le TPF de Metz, le 4 novembre 1980 : il avait refusé de porter l'uniforme. Pour le même motif, crouillent encore dans les prisons de Metz, deux insoumis : Michel Sirach (voir ML n° 373) et Pascal Baque. On peut leur écrire : Fort Queuleu, BP 5020, 57000 Metz, respectivement cellules 232 et 228.

Le GAS Perpignan (c/o CES, 48, rue des Augustins, Perpignan), assurera une vente du ML et de brochures libertaires tous les dimanches au marché aux Pucés, et le mardi à la faculté de Perpignan.

Le ministre de la justice islandaise a confirmé l'expulsion de Patrick Gervasoni, insoumis, pour le 2 décembre. L'expulsion a été retardée une première fois, grâce à une importante mobilisation de la population islandaise. Pour le soutenir, écrire au ministère : Arnarhvoli, Reyjavik, Islande.



librairie publico
3, rue ternaux, 75011 paris
805.34.08
c.c.p. 11 289-15 paris

POLOGNE

A PRÈS une période de tension, c'est de nouveau la détente (toute relative) en Pologne. Le pouvoir a dû reculer encore une fois et accepter en fin de compte les statuts de « Solidarité », sans les modifier. Depuis les premières concessions politiques qu'il a faites fin août, il est contraint à une perpétuelle fuite en avant, à accorder concessions sur concessions, en tentant vainement de résister. Depuis trois mois, le parti est en train de perdre totalement son contrôle sur la société. Il est de plus en plus évident que sans le grand frère russe à côté, le système actuel se serait effondré depuis longtemps.

Les travailleurs polonais, quant directement et totalement les accords de Gdansk. La société tout entière est en bouillonnement dans une atmosphère de liberté toute neuve. Les grèves continuent dans les secteurs où la situation est la plus catastrophique, comme celui de la Santé. En Pologne, les hôpitaux sont souvent vétustes, leurs capacités sont insuffisantes, le personnel est trop peu nombreux et sous-payé, les médicaments manquent souvent. C'est la situation pour le Polonais « de base ». Les membres de la classe dirigeante ont, eux, leurs hôpitaux ultra-modernes, avec tous les médicaments nécessaires, hôpitaux qui ne sont jamais trop pleins. C'est face à cette situation que la grève des services de Santé éclatée à Gdansk. La lutte s'est très vite étendue et a très vite employé des moyens d'actions nouveaux. Ainsi, comme les médecins, les infirmières et les personnels des hôpitaux ne peuvent pas faire grève, pour des raisons évidentes, ce sont les étudiants en médecine de l'université de Gdansk qui se sont mis en grève, avec occupation des locaux, pour soutenir les

UN SURSIS !

revendications de leurs aînés. L'immeuble de l'administration de la voïvodie de Gdansk a aussi été occupé. Finalement, les autorités ont préféré céder, et des accords ont été trouvés avec les grévistes. Et ce conflit social n'est pas le seul, loin de là.

La volonté des travailleurs à se servir effectivement des droits que le pouvoir a été contraint de leur octroyer ne faillit pas, et apparemment ne faillira pas. Conséquence, le système social instauré en Pologne il y a 35 ans est en train de se disloquer peu à peu et s'en va au fil de l'eau, pan par pan. Ainsi, le droit de grève et le droit de s'associer librement en dehors et indépendamment du parti, et même de nouveau dans les mœurs. Le parti communiste lui-même n'est plus qu'un appareil complètement discrédité qui s'accroche désespérément au pouvoir et à ses privilèges. Les ouvriers sont assez forts maintenant pour pouvoir obtenir le départ des bureaucrates locaux particulièrement hâis. A Czestochowa en effet, ils ont obtenu le limogement des dirigeants les plus importants de la voïvodie qui voulaient s'opposer à tout prix, au besoin par la force, au syndicat libre de la région. Celui-ci avait répliqué par la constitution d'un MKS regroupant 155 entreprises. En fin de compte, Varsovie a donné raison aux ouvriers. Le mouvement risque maintenant de toucher d'autres voïvodies. Le pouvoir est à présent incapable de défendre ses représentants locaux, il doit les sacrifier : combien de temps pourra-t-il encore se maintenir seul ?

L'évolution en Pologne amènera forcément une intervention soviétique, pour éviter la contagion et la dislocation du système. Le recul des autorités a repoussé l'inévitable, mais la menace demeure.

WIEBIERSKI

SACRILÈGE
A MARSEILLE !

M ARDI 4 novembre : après avoir reçu la visite du président de l'Union des Parachutistes, le directeur du cinéma Breteuil s'est vu arracher les affiches et faucher les programmes concernant un festival dit antimilitariste qui devait avoir lieu les 9, 10 et 11 suivants.

Sur ce, plainte contre X est déposée. Les films en question ayant leur visa d'exploitation, la préfecture assure la protection des lieux (des flics à l'entrée du cinéma). L'UNP enrage. Il s'agit pour elle de « provocation et d'insulte envers ceux qui se sont sacrifiés pour le pays... », « ... il aurait fallu une intervention vigoureuse des anciens combattants et des paras pour s'opposer à la chienlit anti-tout ».

Néanmoins, Perrot, le directeur, s'était entendu dire qu'il n'était pas question pour l'UNP d'agir physiquement, mais qu'elle ne pourrait empêcher certains de ses membres de se livrer à des actions incontrôlées : subtil. Comme quoi, même chez les paras, la discipline laisse à désirer.

Pour accumuler les coïncidences, ce festival devait se tenir

à la date anniversaire de la mort de De Gaulle, ainsi qu'à celle de l'armistice. Les organisateurs n'avaient pas fait le rapport. C'est ce qu'ils ont juré et craché lors du rassemblement de soutien qui s'est retrouvé le 12 au soir devant le Breteuil, à l'appel du directeur.

Une soixantaine de personnes étaient présentes pour s'entendre dire que le festival était reporté à ce jour. Perrot leur a dit et répété qu'il était directeur d'une salle d'art et d'essais et « qu'à ce titre, il est à la fois commerçant, gérant d'entreprise, et animateur d'un lieu d'expression et de culture... », qu'en sa qualité de commerçant, il subit un lourd préjudice par la baisse de fréquentation des salles... qu'il ne peut supporter de telles entraves au libre exercice d'une activité commerciale... qu'il tient compte de la sécurité de son personnel, des clients et des installations, qu'il ne tolère aucune entrave à une action culturelle... et qu'il voudrait enfin que soit effacée cette étiquette gauchiste-extrémiste que l'on colle à tort et à travers sur le Breteuil... Arguments juridiques, s'il en est, qui étaient

LIMOGES

L'ANTIMILITARISME
SE PORTE BIEN !

La Haute-Vienne connaît, depuis un an, une dynamique antimilitariste dont la presse et la télévision locales commencent à se faire l'écho. Durant notre participation au Groupe d'Information sur l'Objection, que nous avons quitté depuis peu, un des résultats positifs fut la distribution par quelques mairies de la Haute-Vienne du statut d'objecteur aux jeunes recensés. La police a aussi participé activement à nous faire connaître, notamment en intervenant *manu militari* quand nous exprimions nos idées dans la rue.

Ainsi, pour quatre actions de protestation en 1980 (bombages et affiches antimilitaristes à Bellac, banderoles et distribution de tracts à la foire-exposition de Limoges, à Lagnac pendant des manœuvres militaires, et à Saint-Junien lors d'un défilé), quatre plaintes du ministère de la Défense sont déposées. Vingt-trois personnes sont actuellement inculpées pour les motifs suivants : injures envers l'armée, incitation à l'insoumission, diffusion du statut d'objecteur et, pour Bellac seulement, dégradation de monument aux morts (BOURGEOISIE remplaçant le mot PATRIE à l'encre délébile) et destruction d'« ornements » (notre cher emblème national immolé vingt fois par le feu). Notons que la plupart des inculpés ont choisi la défense libre et collective (rupture avec le système).

Le 11 novembre, nous appelions les personnes « opposées à la guerre et à l'armée » à un rassemblement au centre-ville. Nous rappelions aux mémoires les déserteurs, insoumis et fusillés pour l'exemple de toutes les guerres. N'en déplaise aux an-

ciens combattants, et fiers de l'être, le plus courageux n'est pas celui qui se bat pour les nantis bien planqués

Des panneaux informaient des procès d'antimilitaristes à Limoges, et du refus systématique du pouvoir d'accorder le statut d'objecteurs à ceux qui le demandent par lettre identique. Une cinquantaine de personnes ont parcouru la ville en chantant *Le Déserteur* de B. Vian. Approchant « par mégarde » du point chaud où avait lieu la commémoration officielle, une bande de flics nous tombait dessus, s'emparant des tracts, panneaux et gerbes confectionnées pour l'occasion. Il s'ensuivit une bousculade un peu raide avec ces messieurs, qui nous confièrent un peu plus tard : « c'est nos chefs qui nous ont dit de foncer dans le tas... ». Un témoin qui photographiait la scène s'est vu détruire sa pellicule immédiatement.

Le samedi 15 novembre, les antimilitaristes du GIO et de la FA accrochaient une banderole sur l'échafaudage d'une église de Limoges, réclamant la liberté d'expression pour les antimilitaristes. Cette action est le début d'une campagne de pression sur le tribunal de Limoges pour que cessent les poursuites pour délit d'opinion. Le curé du coin, soucieux de la bonne réputation de son église, téléphona aux flics suite à notre refus de décrocher la banderole. Beau-coup plus tard, à sa grande déception et à celle des RG de service, ce sont les pompiers qui ont appliqué. Trop tard, la banderole était descendue.

Le combat continue.

Groupe FA de Limoges

l'oin de nous toucher en tant que groupe anarchiste. Nous ajoutons comme commentaire qu'au vu des films présentés : *Les Hommes contre, Rossi, Avoir vingt Ans dans les Aures*, Vauthier, *Paysannes*, Guérin, le caractère antimilitariste du débat organisé peut être fortement mis en doute, car il s'agissait bien d'un débat sur la guerre auquel l'armée avait été invitée. Les organisateurs l'ont d'ailleurs bien souligné en parlant de phénomènes anti-guerre.

Les organisateurs ? Ce sont les composantes constantes du comité de soutien aux inculpés du CLO Marseille (se rappeler l'affaire de la foire) : comité Larzac, Refus de l'Impôt, Amis de la Terre... Pour éviter tout quiproquo, nous avons posé la question de savoir s'il s'agissait pour l'heure de défendre la liberté d'expression ou l'objection de conscience, il nous a été répondu que le but du rassemblement était bien de lutter contre l'apathie des gens face à de telles atteintes à la liberté d'expression et à la montée du fascisme. Mais que l'on se rassure, une question sera posée à l'assemblée sur ce problème.

Nous comprenons le directeur de Breteuil qui a chopé une belle frousse, qui sent qu'il est allé trop loin et qui retire ses billes en déclarant à qui veut l'en-

tendre qu'il n'est que le gérant d'un lieu culturel. Le présent festival aura lieu avec retard, mais nous doutons qu'il puisse s'en dérouler un autre ayant des AP-PRENCES aussi radicales. L'exemple d'Encre Noire* a porté. On se lamente sur l'apathie des gens grâce à laquelle on se débène. Le fascisme gagne du terrain et favorise l'auto-censure. Attitude compréhensible car il n'y a pas que l'indifférence qui motive ce manque de réaction. Il s'en trouve pour approuver de tels sacrilèges envers la patrie. C'est ce qu'a prouvé un bon Français qui a pris la parole lors de ce débat-trottoir : « allez voir en URSS si vous pourriez faire ce que vous faites ». Refrain connu. Il faudrait que tous ces braves gens, qui ont horreur des armes, comprennent enfin qu'il n'y a pas disparition de la guerre sans disparition des frontières et du capitalisme qui les entretient. Quoi qu'il en soit, qu'on ne compte pas sur nous pour envoyer une délégation à la préfecture afin d'implorer la protection des flics pour le Breteuil.

Groupe Libertaire de Marseille

* Se rappeler l'imprimerie coopérative « Encre Noire » qui a été détruite par l'explosion d'une bombe déposée par les fascistes et qui a entraîné la mort d'un passant.

AUX PTT

GRÈVE ILLIMITÉE
A PARIS 14 !

La restructuration des services de la distribution postale à Paris entraîne de nombreuses suppressions d'emplois appelées pudiquement « redéploiement des effectifs », qui s'accompagnent d'une aggravation des conditions de travail dans des proportions ahurissantes.

Afin d'éviter un affrontement général, la Direction des Postes de Paris a décidé de procéder à ces coups bas bureau par bureau. Cette tactique, qui n'est pas nouvelle, n'empêche pas des ripostes vigoureuses qui prennent généralement la forme de grèves illimitées sans préavis.

C'est ainsi que, mercredi 19 novembre, une bonne moitié du personnel de la distribution du 14^e arrondissement débrayait à l'appel des sections CGT et CFDT. Il est vrai que la nouvelle organisation, mise en place le lundi de cette semaine, menait



à une situation démentielle : de nombreux préposés terminaient leur matinée une heure à une heure et demie plus tard que les horaires officiels, ce qui les obligeait à reprendre le travail l'après-midi sans avoir le temps de manger ! Commentaire du receveur : « ça n'a jamais tué

personne de se passer de manger le midi... ». Pour des gens qui se lèvent vers 5 heures du matin, c'est tout naturel, n'est-ce pas ?

Alors que les grèves nationales du 15 octobre (CGT-CFDT) et du 14 novembre (CGT) avaient connu une participation dérisoire



(respectivement environ 30% et 15%) dans ce service, le débrayage subit de mercredi démontre que les luttes de grande ampleur ne se déclenchent pas par des actions parachutées par des directions syndicales.

Décidés à aller jusqu'au bout de leur action, les préposés de Paris 15^e ont rejeté les concessions faites par la Direction dans la soirée de jeudi et qui se limitent *grosso modo* à un retour à la situation antérieure qui n'était guère plus brillante.

L'unité des sections CGT et CFDT peut surprendre dans le contexte actuel. Il faut dire que c'est la base qui l'a imposée, car les travailleurs se battent sur des revendications concrètes et ne veulent pas entendre parler des querelles d'appareils. Chaque matin, le personnel décide de la poursuite du mouvement, et c'est bien le meilleur gage de l'unité.

Le risque principal est certainement une éventuelle désunion entre les deux sections syndicales. Déjà, fidèle à ses pra-

tiques, la CGT tente de s'imposer seule, n'acceptant l'unité qu'à contre-cœur et manœuvrant habilement pour empêcher qu'elle ne devienne totale.

Quant à l'unité à trois, il n'est pas question d'y penser. La section FO, fidèle à l'orientation générale du syndicat FO, joue le

rôle de parfaite alliée de l'administration. Le premier jour de la grève, les responsables FO s'entendaient avec le receveur pour négocier dans le dos des grévistes. Et c'est le receveur lui-même qui annonçait vendredi matin aux non-grévistes que l'intervention de FO avait permis d'obtenir... ce que la Direction avait lâché sous la pression de la grève. Une manœuvre qui ne trompera personne.

En attendant, les factrices et facteurs de Paris 14^e entament ce dimanche leur cinquième jour de grève sans que le mouvement donne des signes de faiblesse. La grève est active, avec piquets quotidiens rassemblant quelques 80 personnes qui partent ensuite en manifestation sauvage à travers l'arrondissement, sous l'œil surpris des usagers du quartier, pour aller porter leurs revendications à la Direction Régionale. Affaire à suivre.

Alain SAUVAGE

LES JOCISTES EN FOLIE !

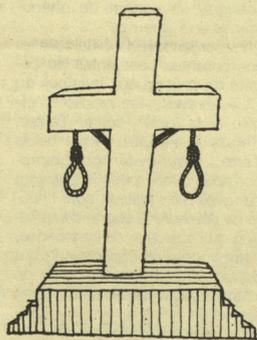
À la Bourse du Travail laïque et républicaine de Saint-Etienne, dans une salle voisine de notre permanence anarchiste, s'est déroulé ce 15 novembre un meeting de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne.

« Nous sommes la révolution ! A nous de développer ces capacités formidables que Dieu a mises en nous pour inventer, maîtriser la terre. L'espérance que Dieu avait mise en Jésus-Christ n'est pas morte. Elle revit en toi chaque fois que tu te bats pour cette société nouvelle ».

La couleur d'une humanité sauvée par le Christ noie finalement le dessein d'un monde mutilé par les conditions de travail. Cette superposition nous assure que le dessein des dignitaires de l'Eglise est le dessein même des Etats despotiques. D'ailleurs, la christianisation ne s'est-elle pas faite le long des voies romaines ?

Nous sommes seuls à voir et à dire que le système politique capitaliste est fondé sur la violence et la police. Le syndicalo-

scoutisme bien assis et enraciné de la JOC, contre-révolutionnaire et conformiste, a une façon complote de regarder et d'écouter le mal d'exister, le mal d'être.



En attendant la résurrection des morts et la vie du monde à venir, puisque la rédemption ne s'obtient qu'après la mort, la vie tient le coup dans l'univers angoissé, froid, de la politique où Dieu s'est créé un diable à sa mesure.

A l'origine, le peuple n'avait pas accès aux temples. Pour étouffer les révoltes des serviteurs anonymes, les maîtres inventèrent la notion de Dieu dans l'homme, c'est-à-dire le précepte de morale, pour faire accepter la religion. Curieusement, le parti communiste et l'Eglise catholique se ressemblent ; l'orthodoxie marxiste et la religion chrétienne se rejoignent. En effet, la récupération de l'idée du Christ par l'institution Eglise, c'est-à-dire l'utilisation de la parole d'un homme pour une forme de pouvoir, s'apparente à la récupération de l'idéal socialiste par le parti de la dictature sur le prolétariat.

Les jocistes sont vides comme des noix creuses ; Prévert dirait qu'ils sont chauves à l'intérieur de la tête. Nous anarchistes, nous ne reculons devant rien pour détruire cet univers chrétien fermé et sans lumière.

C.C.

(Groupe N. Makhno de Saint-Etienne)

Face à l'offensive réactionnaire

Une seule arme efficace :
LA GRÈVE GÉNÉRALE !

BARRE vient d'annoncer la couleur : dans les prochaines années, le pouvoir d'achat sera réduit. Ce qui signifie que l'offensive sans précédent depuis la fin de la guerre lancée par le pouvoir et le patronat contre les travailleurs va encore s'amplifier.

La montée du chômage et les désillusions provoquées par la comédie électorale de 1978 ont créé une situation que Giscard, Barre et le CNPF ont su exploiter. Le plus clair résultat est que si l'on compte officiellement un million et demi de chômeurs, si des millions de salariés gagnent moins de 3 000 francs par mois, les profits des grands trusts comme ceux des petits margoulin n'ont jamais autant prospéré. Comme le démontre la Banque de France, l'année 1979 a été celle des « comptes améliorés pour les entreprises » et les profits ont augmenté de 45%.

Si des millions de familles éprouvent des difficultés pour boucler les fins de mois, payer les loyers, les charges, les traites d'électricité, l'argent et les bijoux abondent dans certains



coffres. Un « casse » dans une banque ou une caisse d'épargne, et ce sont des milliards qui s'envolent. Et l'on marche sur les diamants... ! Les banques suisses abritent des centaines de milliards venant de France. Ce n'est pas l'austérité pour tout le monde ! En résumé, le plan Barre a parfaitement atteint ses objectifs.

Face à cette situation, des travailleurs placent encore leurs espérances dans le bulletin de vote. Ils connaîtront sans tarder de nouvelles désillusions. Les luttes sont de plus en plus difficiles à mener. Sauf de rares conflits sur les salaires que les patrons font traîner en longueur, excepté aussi des mouvements propres à des travailleurs immigrés comme les nettoyeurs du métro et les mineurs marocains de Lorraine, la plupart des actions engagées sont le fait de travailleurs sur la défensive. Leur caractéristique commune est qu'il s'agit de combats de retardement qui n'empêchent jamais, au bout du compte, les patrons et le pouvoir de conduire à leur terme les opérations projetées. La liste en est longue, et le dernier exemple est la triste aventure de Manufrance où le personnel vient de recevoir les lettres de licenciement.

Les centrales syndicales reviennent, au total, des millions d'adhérents. Les élections prudhomales ont mesuré l'ampleur de leur influence. Et cependant, la classe ouvrière est réduite à

l'impuissance. Il y a bien longtemps que les anarcho-syndicalistes et les syndicalistes révolutionnaires de toutes tendances qui militent dans les entreprises sont convaincus de l'inefficacité des « grévettes » à répétition, des « journées d'action » plus ou moins folkloriques. Les luttes par entreprises ou corporations ne peuvent que s'enliser car pour le patronat et le pouvoir, tout recule en un lieu quelconque peut mettre en péril toute leur politique, et leur capacité de résistance s'est singulièrement renforcée. Dans ces conditions, la seule riposte efficace, à la hauteur de l'enjeu, c'est la grève générale. Elle peut éclater spontanément. Mais quand ? Dans un mois ou dans quinze jours ? Ces grandes vagues qui soulèvent le pays ont déferlé jusqu'à présent de façon inattendue, à partir de mouvements locaux où souvent, des militants anarchistes ou d'autres tendances révolutionnaires étaient présents.

Le rôle d'une organisation syndicale révolutionnaire serait de préparer soigneusement cette lutte par un effort intense d'explication, d'agitation, de propagande, d'organisation pratique. Nous n'en sommes pas là, hélas !

Les centrales existantes se réclament ouvertement du réformisme comme FO et la CFTC, ou le camouflent derrière un verbiage plus virulent comme la CFDT ou la CGT. Mais, au moment décisif, comme en 68, elles ont toutes rigoureusement la même attitude qui consiste, comme le disait si bien Maurice Thorez, à « savoir terminer une grève », et le plus vite possible.

Une grève générale pourrait-elle prendre, actuellement, un contenu révolutionnaire ? C'est peu probable car les militants capables de l'orienter dans ce sens sont trop peu nombreux. Mais elle permettrait sans doute d'établir un autre rapport de force entre la bourgeoisie et les travailleurs, de stopper l'offensive réactionnaire, en attendant de passer à un niveau supérieur. Elle pourrait aussi faire avancer les choses dans la classe ouvrière, notamment à travers la pratique des occupations d'usines, des assemblées générales et des comités de grève élus par elles.

L'expérience passée prouve que les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires, bien que très minoritaires, ont pu jouer parfois un rôle déterminant. Leur tâche, pour l'heure, dans les entreprises, est de démontrer la nécessité de la grève générale, de dénoncer la pratique réformiste, de placer les bureaucraties syndicales au pied du mur, devant les travailleurs, de convaincre ceux-ci de l'absolue nécessité de prendre eux-mêmes en mains la direction de leurs affaires.

Nous ne sommes pas assurés du succès, mais il n'y a rien d'autre à faire. Et il est bien rare que les idées que l'on a semées ne portent leurs fruits en quelque occasion.

Sébastien BASSON

O la Chine qui se une vin ont exc de gaud à la rech placer le ce qui s Orient, n que nou savions n'avons n'avons rouge, n mépris o taie sur pages de madaires n'avons à la gloi tuelle et comme cher sur Nous av dre, à p savions, mations nous not rester luc ment pro masse d qui chero épouser tains, no moins av n'avient que nou leur igno Aujourd' sont entr surer à q eu raison Le pre ra la tram tion poli qu'on ne seule res que les an déclarati nier », fu Président Simon Le à leur pla nous croy rance et des texte saient da gements



qu'était la Nous retr culière des des paysa des syndi la Révoluti qui pensai

EN CHINE : le procès de la « bande des quatre » sert d'alibi à la clique des héritiers de Mao, qui continuent à emprisonner, à torturer et à avilir les opposants !

Où nous accordera que dans notre journal nous avons évité, parlant de la Chine, de suivre les modes qui se sont succédés depuis une vingtaine d'années et où ont excellé les petits intellectuels de gauche ou d'extrême-gauche à la recherche d'une tribune pour placer leurs copies. Attentifs à ce qui se passait en Extrême-Orient, nous n'avons dit que ce que nous savions... et nous ne savions pas grand-chose ! Nous n'avons pas été maoïstes, nous n'avons pas brandi le petit livre rouge, nous avons regardé avec mépris ceux qui battaient monnaie sur ce qu'ils ignoraient, sortaient des livres, inondaient les pages des revues et des hebdomadaires à grands tirages, nous n'avons pas chanté d'hymnes à la gloire de la révolution culturelle et nous n'avons pas été, comme certains, conduits à cracher sur elle, après l'avoir adorée. Nous avons essayé de comprendre, à partir du peu que nous savions, en écartant les proclamations à grand spectacle, et nous nous sommes efforcés de rester lucides devant ce mouvement profond qui secouait cette masse d'un milliard d'hommes qui cherchaient une assise pour épouser leur temps. Pour certains, nous avons pu paraître moins avertis que d'autres qui n'avaient pas plus d'informations que nous, et qui remplaçaient leur ignorance par du tapage ! Aujourd'hui, où les fenêtres se sont entrebâillées, on peut mesurer à quel point nous avons eu raison.

Le premier ouvrage qui déchira la trame qui masquait la situation politique en Chine, alors qu'on ne nous laissait comme seule ressource pour comprendre que les articles du *Monde* ou les déclarations du « grand timonier », fut *Les Habits neufs du Président Mao*, de Simon Leys. Simon Leys remettait les choses à leur place dans une Chine que nous croyions soudée par l'ignorance et le fanatisme. Il publiait des textes qui nous introduisaient dans la diversité des jugements devant ce phénomène



qu'était la Révolution culturelle. Nous retrouvons l'identité particulière des jeunes, des politiques, des paysans, des fonctionnaires, des syndicats, des partisans de la Révolution culturelle, de ceux qui pensaient qu'elle allait trop

loin, d'autres qui pensaient qu'après l'avoir déclanchée pour retourner au pouvoir, Mao était en train de la détruire pour le conserver. Enfin, nous pouvions suivre, à peu près, ce mouvement qui pendant vingt ans avait bouleversé l'aspect politique du pays, sans que nous n'en ayons su grand-chose et mettre des noms sur la figure des oppo-

et sociale en Chine, vue à travers l'opposition qui est née de la déception des masses après l'arrestation de la « bande des quatre » et du retour au pouvoir de Deng Xiaoping. Cette période où le carcan se desserrait, fut marquée par la proposition des nouveaux maîtres du pouvoir d'appliquer « les quatre modernisations ». Ce fut l'épo-

colère populaire. Ils ont été les complices du « grand timonier », et la liquidation de la « bande des quatre » n'est pour eux qu'un répit. *Un Bol de Nids d'Hirondelles ne fait pas le Printemps* nous introduit dans les tractations entre ces deux fractions qui se disputent le pouvoir. Et, sur le fond, leur conduite n'est pas différente de celle de nos grands

d'hui l'alibi. Ce procès, dont nous reparlerons, a pour but d'évacuer un passé dont aucun des dirigeants actuels de la Chine n'est complètement innocent. Attendons nous à voir tous ces intellectuels français qui embrassent les fesses de Mao, au temps de sa splendeur, applaudir des deux mains les condamnations qui ne manqueront pas



sants, mais également sur la figure de jeunes gens qui éclaireront ce drame. Et les révolutionnaires, les vrais, ne sont pas près d'oublier ce texte qui clôt l'ouvrage, et qui est une déclaration désabusée de jeunes qui voient « leur » révolution s'effriter sous les coups que lui porte le grand timonier, je veux dire ce poussah de Mao ! Nous étions loin alors de cette littérature exotique qui va de Pierre Loti à Peyrefitte, en passant par Han Suyin, Pearl Buck et quelques autres qui, depuis un demi-siècle, faisaient de la tapisserie littéraire avec le folklore chinois. Enfin, nous apprenions quelque chose. J'ai ressenti à cette lecture mes émotions de jeune homme ouvrant les premières pages des *Conquérants*, le livre d'André Malraux.

Puis, d'autres livres ont suivi, qu'il faut rappeler, car ils furent une étape dans la démystification de l'image de la Chine imposée par la sainte famille communiste et bourgeoise de l'Occident : *Révolution culturelle dans la Chine populaire, Chinois, si vous sa-*

vez, la mauvaise Herbe, et enfin *Un Bol de Nids d'Hirondelles ne fait pas le printemps à Pékin*. Là, il s'agit d'un travail collectif en deux parties. La première est un résumé court, ramassé et clair de la situation politique courte (un an) du mur de la démocratie de Xidan, où chacun pouvait exprimer ses désirs. Le plus gigantesque des travaux muraux qui restera dans l'histoire du mouvement révolutionnaire chinois, aussi symbolique que nos barricades européennes. Brève leur dans un ciel d'orage, disaient les travailleurs chinois dans leur langage imagé, et c'est de la déception qui suivit le retour au maoïsme sans Mao qu'est né le mouvement pour la démocratie totale. Dans cet ouvrage, on est loin des premiers écrits de Simon Leys, où on se contentait de discuter Mao en balançant entre le bon et le mauvais... Ainsi que je l'avais prédit en terminant, dans *La Rue*, mon étude sur la Chine, on s'apprête à déterrer le cadavre du « grand timonier » pour lui faire un procès. Nous ne sommes plus devant un militant prestigieux, vieillissant et trompé par son entourage, mais devant un despote sanguinaire, un politicien rusé, devant un homme sans scrupule. Naturellement, le gouvernement essaie de sauver un peu du prestige du grand homme, pour gouverner sans Mao avec les méthodes de Mao, ce qui n'est pas nouveau : les successeurs de Staline n'ont pas fait autre chose, mais dans la rue, lorsqu'on parle de la « bande des quatre », le passant ouvre la main pour montrer ses cinq doigts, ce qui symbolise bien la dégradation de l'image du « grand timonier ».

Les héritiers naturels de la « bande des quatre », mise hors d'état de nuire, les rivalités s'exaspèrent entre les successeurs. Certains ayant à leur tête Deng Xiaoping, qui se veut le continuateur de Chou En Lai, veulent faire table rase, et on sent se dessiner la politique réformiste inspirée par la social-démocratie classique ! D'autres freinent. Groupés autour de Hua, premier ministre, ils ont compris que seule la continuité du culte de Mao peut les protéger de la

bourgeois démocratiques, pour lesquels tous les coups sont permis pour s'emparer de l'Etat.

La seconde partie du livre est composée de textes publiés par une véritable opposition au parti et au gouvernement. Elle est composée de jeunes femmes et de jeunes hommes qui ont participé à la Révolution culturelle avec passion, qui ont ressenti cruellement la trahison de Mao, et qui aujourd'hui remettent en question la société édifiée par lui et ses acolytes. Naturellement, on sent dans leurs propos une incertitude sur le matériau idéologique dont ils entendent se servir pour étayer leur vision de l'avenir. Les uns sont marxistes, d'un marxisme débarbouillé des scories qu'y ont déposées les disciples abusifs ; d'autres ont compris que les Lénine, les Staline, les Mao, n'étaient pas un hasard de l'Histoire, mais le fruit naturel d'une philosophie qui poussait jusqu'à l'extrême l'aviilissement de l'être humain devant l'Histoire. Parmi ces textes, il en est d'émouvants qui nous replongent dans la nuit des temps, aux instants où les puissants massacraient les faibles à l'abri d'un bon droit distillé par les religions, les philosophies, les théories politiques. Il nous faut retenir quelques noms : celui de Wei Jingsheng, persécuté par la sainte alliance, qui a succédé au « grand timonier », celui d'une jeune femme, Fu Yuehua, torturée et avilie par la soldatesque à la solde du pouvoir, ce pouvoir qui, comme tous les autres, est maudit, s'écriait Louise Michel à la face du tribunal des Versaillais qui jugeait la Commune de Paris, cette Commune de Paris que les Chinois révolutionnaires connaissent mal, mais qui pour eux reste le symbole de leur émancipation.

Au moment où j'écris ces lignes, s'ouvre à Pékin le procès de la « bande des quatre ».

Ceux-ci, certes, ne furent pas des lampistes, mais sont aujour-

de pleuvoir, la tradition voulant que les protagonistes d'un jacobinisme marxisant se dévorent entre eux avant de dévorer leurs propres enfants. Ce procès ne règlera d'ailleurs aucun des problèmes qui se posent à la Chine.

Il s'agit d'un os que le pouvoir jette aux foules afin de détourner un peuple, qui de nouveau a connu la famine, les persécutions, l'arbitraire en tout genre, de ses vrais problèmes. Sous peu, la bande de Deng va de nouveau s'affronter avec la bande de Hua, en se réclamant de l'ombre de Chou En Lai, paré aujourd'hui de toutes les vertus mais qui, pour garder le pouvoir, laissera faire, et il se pourrait qu'à son tour, la statue



s'écroule sous les coups des iconoclastes !

J'ai voulu qu'en préface à ce procès, dont le retentissement sera considérable, nos lecteurs aient à portée de main quelques titres de livres qui les aideront à mieux comprendre la tragédie qui se joue en Chine, et qu'ils aient bien en tête qu'à côté de ce règlement de compte sordide, il existe des femmes et des hommes qui combattent pour la libération de l'homme, et qu'il faut chaque fois que c'est possible, rompre le silence sur leur sort et empêcher qu'ils ne meurent le désespoir au cœur.

Maurice JOYEUX



informations internationales



LOGEMENTS OCCUPÉS

LES services officiels espagnols chargés d'accorder des logements sociaux à ceux qui en font la demande, n'ont rien à envier à ceux qui existent en France. La même lenteur, un même amour de la paperasserie les caractérisent. Résultat : des milliers de demandeurs mal logés attendent toujours de se voir attribuer un logement, alors que nombre d'appartements construits depuis des mois demeurent inoccupés.

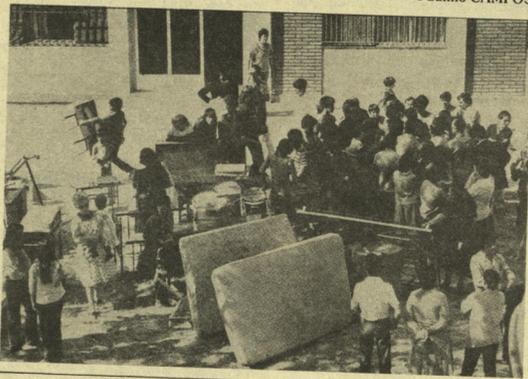
Fatigués d'attendre le bon vouloir de quelques technocrates, nombreux sont aujourd'hui les habitants de la capitale espagnole qui ont décidé de se passer d'une permission pour s'installer dans les logements vides. L'occupation d'appartements ne cesse d'augmenter dans la capitale espagnole, si bien qu'on calcule qu'à peu près cent familles occupent des habitations depuis septembre dernier, et que cent cinquante autres, installées depuis plus longtemps, attendent que les tribunaux décident de leur sort. Il faut ajouter par ailleurs que dans de nombreux cas, les adjudicateurs de logements sociaux ont laissé faire et n'ont pas eu recours aux tribunaux. On estime que plus de mille personnes ont ainsi réussi à se loger au cours de l'année précédente. Ces occupations, réalisées pour la plupart dans les quartiers populaires de la capitale que sont San Blas et Carabanchel, ont été condamnées par une dizaine d'associations de quartiers, généralement chapeautées par des partis de gauche. Cela n'a en rien entamé le moral des occupants dont le nombre ne cesse de croître et chez qui l'entraide n'est pas un vain mot, puisqu'il est fréquent de les voir aider dans leur déménagement des familles de fu-

turs occupants prenant possession de leur nouvel habitat.

Au sujet des condamnations, la chose est cocasse mais les tribunaux semblent jusque là plus tolérants que les démocratiques associations de quartiers puisqu'ils ont prononcé jusqu'à présent, ils ont donné raison aux occupants. Le second de ces cas concernait un couple et leur enfant de deux ans. Ils vivaient tous trois avec neuf autres personnes dans un taudis de trente mètres carrés, ce qui n'avait guère ému nos tant légalistes associations de quartiers. Sans doute atteint par ce virus qu'on appelle « embourgeoisement de la classe ouvrière », le couple, lassé de ces conditions d'existence et ayant, comme la nature, horreur du vide, décidait de s'installer un beau jour dans l'un des nombreux appartements inoccupés que comptait alors le quartier de San Blas, et où il réside aujourd'hui encore depuis 14 mois. L'adjudicateur, qui a entraîné le couple devant les tribunaux, demandait une peine de prison, une amende de 20 000 pesetas et l'expulsion des occupants. Le tribunal l'a renvoyé à ses études et maintenu le couple dans les lieux qu'il occupe.

La conclusion, ce n'est pas que la justice espagnole est au-dessus des autres, ayant, comme toutes les justices, beaucoup trop de crimes sur la conscience, mais qu'on peut méditer sur le jugement qu'aurait rendu en la matière un « tribunal populaire » composé de membres des associations de quartiers madrilènes...

Paulino CAMPOS



Médico-anthropologie

Le système de fichage scolaire existe aussi en Espagne. Une partie des conseillers municipaux de Lejona, au Pays Basque, ont pensé cependant que sa forme actuelle laissait à désirer et ont chargé deux médecins — les docteurs Erkoreka et Elejalde — de l'école universitaire d'infirmières de l'endroit, de compléter comme il se devait ledit système. Dans le projet de fiche établi par les deux scientifiques, en même temps que des renseignements d'ordre purement médical, apparaissent des questions que leur auteur qualifie d'« exploration médico-anthropologique » (sic). C'est ainsi qu'il est demandé aux écoliers de la ville, outre leur connaissance ou non de l'euskera (la langue basque), le lieu de naissance des parents et grands-parents, la dimension du crâne, l'indice céphalique, la forme du nez, la couleur des yeux, de la peau et des cheveux, l'implantation de poils ou duvet, la pilosité digitale et la sensibilité gustative. Selon le projet, l'idée consiste à réaliser une fiche de santé scolaire sur la base de critères médicaux, le tout étant pré-

senté sous le terme rassurant de « médecine préventive ».

Des associations de quartier, des organisations de parents d'élèves, bref des gens qui voient le mal partout, se sont interrogés sur le bien-fondé de cette enquête, certains allant même jusqu'à la qualifier de folie n'ayant aucun intérêt médical, et de tentative de la part de certains conseillers municipaux de vérifier la « pureté raciale » des écoliers. A leurs yeux, ces questions constituent une véritable étude ethnico-anthropologique, et par là même raciale, rappelant certaines méthodes utilisées par les nazis. Ah ! Ces parents, dès qu'il s'agit de leurs enfants, il faut toujours qu'ils exagèrent !

Il est bon de préciser que les conseillers municipaux étant à l'origine de cette enquête, appartiennent au parti nationaliste basque et à l'organisation Herri Batasuna, cette dernière d'extrême-gauche, proche de l'ETA, et toutes deux favorables, à des degrés divers, à l'autonomie du Pays Basque espagnol.

Paulino CAMPOS

La population gitane

Une nouvelle qui fera plaisir aux Alain de Benoist, Louis Pauwels et autres Fredriksen : l'Espagne a, elle aussi, ses « bougnoules » ou « youpins », comme on voudra. Il s'agit concrètement de la population gitane — environ 500 000 personnes dans ce pays — dont la marginalisation présente nombre d'éléments de caractère raciste. Au mépris verbal et souverain dont « l'Espagnol moyen » fait preuve envers les Gitans en temps « ordinaire », est venu s'ajouter ces derniers temps un certain nombre d'agressions organisées, l'équivalent de ce qu'on appelle en France « ratonnades », à Madrid, Barcelone, Hernani, Alcantarilla, Lugo, Alicante, Torrelavega. Cette multiplication des agressions contre les Gitans présente un caractère inquiétant dans une période où les organisations fascistes espagnoles, après s'être fait oublier quelques temps, relèvent la tête et déçoivent, grâce à leurs amis de la « nouvelle droite » française, qu'il existe ici aussi une « race inférieure » à portée de matraques.

Les conditions dans lesquelles vit la grande majorité de la population gitane sont déplorables, et si les problèmes auxquels elle a à faire face sont nombreux, celui qui concerne la santé et l'hygiène est sans nul doute le plus préoccupant. Pour s'en convaincre, il est nécessaire de donner ici quelques chiffres. La mortalité infantile gitane atteint en Espagne 35%. Les 2/3 de la population gitane, parquée dans les nombreux bidonvilles du pays, sont composés de jeunes de moins de 25 ans, 10% seulement ayant plus de 45 ans, ce qui n'a rien de surprenant lorsqu'on sait que 3% d'entre eux parviennent à l'âge de 65 ans.

En butte au racisme, il est très difficile pour un gitane d'obtenir un travail régulier, situation aggravée d'autant plus aujourd'hui compte-tenu du grand nombre de chômeurs. Les travaux les moins « nobles » et les moins qualifiés sont réservés à ceux qui ont un emploi. Quarante-vingt dix pour cent des familles gitanes touchent moins de 20 000 pesetas (1 180 francs) par mois. Même si le coût de la vie est plus bas qu'en France, ça fait maigre, et puis ça laisse peu de possibilités aux Gitans de s'abonner au « Figaro-Magazine ».

Paulino CAMPOS

ESPAGNE

PROCHAINEMENT, LE PROCÈS DES INCULPÉS DE LA SCALA

Le procès des personnes inculpées pour l'incendie du théâtre de la Scala va débiter le premier décembre.

Avant de revenir sur le sujet plus amplement, il nous semble intéressant de rappeler quelques éléments de cette affaire.

L'incendie qui eut lieu le même jour qu'une manifestation organisée par la CNT contre le pacte de la Moncloa et les élections syndicales, en janvier 1978,

mouvement de la CNT : elle devenait une organisation terroriste et criminelle. La phrase de l'ancien ministre de l'Intérieur, Martin Villa, est assez significative de la volonté de l'Etat espagnol : « le problème qui me préoccupe le plus, c'est celui de la Scala, car il y a une origine certaine des mouvements libertaires qui circulent depuis toujours. Ce qui me préoccupe spécialement à Barce-



fut imputé à la CNT. Cet incendie qui provoqua la mort de quatre travailleurs, dont des membres de la CNT, eut un énorme effet pour bloquer le

lone, c'est l'action des groupes anarchistes, parce qu'ils ont toujours eu une action déstabilisatrice de la connivence pacifique de toujours ».

LISEZ

La revue A de Milan

5 F

Umanita Nova, organe de la FAI 2 F

ITALIE

Communiqué de la

Fédération Anarchiste Italienne

La commission des Relations internationales de la FAI informe que le compagnon anarchiste Liber Forti, responsable de la commission culturelle de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), arrêté durant l'assaut du siège syndical de la Paz qui eut lieu après le coup d'Etat militaire du général fasciste

Luis Garcia Meza, a été libéré et expulsé de Bolivie. Sa libération doit être un stimulant pour intensifier la solidarité et pour obtenir l'immédiate liberté de tous les prisonniers politiques et syndicaux actuellement séquestrés en Bolivie.

Fédération Anarchiste Italienne

est toujours
L'émotion,
l'ignorance
concourt
teurs pass
traire et de
ples pullul
paralyse q
qu'il se tro
policier. D
té pour un
dre de circ
en uniform
mains au n
boys de ba
à tabac av
pour outr
telle que r
pèrent pas
que l'on ré
missariat «
et que l'on
rentrer che
bal évassi;
chaussée vi
à la maison.
littéralemen
policier tou
De ce po
Langlois pr
En 180 pa
rentes situ
de se trou
contre la p
en voiture,
sagé et à ch
proposé un
ripistes ou
que ce bou
bible qu'il s
pour trans
avec la poli
il y a cepen
invite ses d
naître ses d
que cela suff
pecte en es
ficards man
connaît à l'e
en grande p
toyens igno
mentaires, r
Par nature,
bitraire et ce
ger » le resp
est générale
testataire ou
par conséq
rement à l'a
autorise, vo
mander son
rang-outang
toyé lors d'u
tre heures d
les chances
de du cach
vous avez af
dre ». Conna
les faire resp
cresser la b
Si on a comp

Comm
pétera ja
• Bérard
Nazaire
• Imago
... Et
Forum d

Recherch
Une socié
Fourier, l
Eugène H
ne Humb
Nuit glac
Les cor
de ruptur
Vous p
à Publico

NOTE DE LECTURE

Guide du citoyen face à la police

par Denis Langlois Ed. Seuil

C HACUN de nous a déjà eu l'occasion de s'en rendre compte : face à la police, on est toujours un tantinet mal à l'aise. L'émotion, bien sûr, la trouille, parfois ; l'ignorance de nos droits, souvent, tout concourt à faire de nous des spectateurs passifs ou des victimes de l'arbitraire et de la morgue policière. Les exemples pullulent qui attestent de l'étrange paralysie qui affecte l'être humain lorsqu'il se trouve en présence de la vipère policière. Demandes de papiers d'identité pour un oui ou pour un non, ordre de circuler aboyés par des molosses en uniforme, fouilles en pleine rue les mains au mur, exécutées par des cow-boys de banlieue..., la peur du passage à tabac avec à la clef une inculpation pour outrage à agents ou rébellion est telle que rares sont ceux qui n'optent-èrent pas. Et il en est de même lorsque l'on reçoit une convocation au commissariat « pour affaire vous concernant » et que l'on s'y rend ; quand, pressé de rentrer chez soi, on signe un procès verbal évasif ; quand on tolère que la maréchaussée vienne « prendre des nouvelles » à la maison... A chaque fois, on se trouve littéralement désarmé face à une réalité policière tout en bluff et en rouerie.

De ce point de vue, le livre de Denis Langlois présente un intérêt évident. En 180 pages, il fait le tour des différentes situations auxquelles on risque de se trouver confronté lorsque l'on rencontre la police. Dans la rue, chez soi, en voiture..., tout ou presque est envisagé et à chaque cas de figure, il nous propose un certain nombre de réponses, ripostes ou attitudes. De là à s'imaginer que ce bouquin constitue une sorte de bible qu'il suffirait de connaître par cœur pour transformer les relations du citoyen avec la police en relations mondaines, il y a cependant un pas que l'auteur nous invite sans cesse à ne pas franchir. Connaître ses droits est une chose, penser que cela suffit pour que la police les respecte en est une autre. Certes, si les flicards manifestent l'arrogance que l'on connaît à l'encontre du populo, cela est en grande partie dû au fait que les citoyens ignorent leurs droits les plus élémentaires, mais il n'y a pas que cela. Par nature, le policier est porté à l'arbitraire et celui qui se « risque » à « exiger » le respect de ses droits de citoyen est généralement vécu comme un contestataire ou un subversif qu'il convient par conséquent d'avoir tout particulièrement à l'œil. Mieux, si la loi vous y autorise, vous vous amusez à demander son numéro de matricule à l'orang-outang en uniforme qui vous a tuoté lors d'un contrôle d'identité à quatre heures du matin, vous avez toutes les chances de fêter de la paille humide du cachot. Prudence donc, quand vous avez affaire aux « forces de l'ordre ». Connaître ses droits et tenter de les faire respecter ne dispense pas de caresser la bête dans le sens du poil. Si on a compris ça, le livre de Langlois

est un outil indispensable au militant révolutionnaire qui, par définition, est appelé à pratiquer la police de temps à autres. Quant à être le guide du citoyen, c'est une autre affaire !

Denis Langlois a le droit de rêver tout haut en pensant que si tous les citoyens de ce pays connaissaient leurs droits et s'évertuaient à les faire respecter, l'arbitraire policier ne serait plus alors qu'accidentel. Ça ne mange pas de pain. Le drame, c'est que d'une part tout est fait pour que le citoyen soit un ignorant, et que d'autre part, même si cela n'était pas, cela ne changerait rien au problème de fond qui est celui de l'irrésistible politisation des sociétés étatiques. Il ne faut pas en effet se cacher la réalité : l'Etat est une institution qui, par nature, est en extension permanente, et plus elle croît, plus elle a besoin d'organes de répression spécialisés pour imposer sa présence à une réalité socio-politique qu'elle ne cesse de parasiter. C'est cela l'implacable et dérisoire logique interne de l'Etat. Par essence, l'Etat suscite des résistances chez ceux qu'il : contrôle et opprime et, comme pour se prémunir contre ces résistances, il est incapable d'envisager d'autres solutions que celles passant par le contrôle et l'oppression ; il est condamné à contrôler et à réprimer sans cesse davantage. Cercle vicieux s'il en est, car plus il se renforce et plus il est rejeté, et plus il est rejeté, plus il se renforce. On n'en sort pas et les choses vont leur bonhomme de chemin jusqu'à l'étape ultime de son développement qui est le totalitarisme. A ce stade, l'Etat se confond avec la société et les citoyens en sont réduits à ne plus être que des contrôlés, des administrés, des réglementés, des vérifiés...

Dans ces conditions, prétendre lutter contre l'arrogance et la morgue policière sans faire référence à une lutte plus globale contre l'Etat lui-même, est une illusion lourde de conséquences. A se contenter de soigner les effets plutôt que les causes, on se renferme irrémédiablement dans une stratégie réformiste qui voit l'échec s'annoncer par tous ses pores. L'Etat démocratique et la police du même nom, auxquels Langlois semble croire, sont des vœux de l'esprit qu'aucun guide du citoyen au monde ne parviendra jamais à faire passer dans la réalité. On ne le répètera jamais assez, le seul Etat démocratique qui puisse exister est l'Etat réduit en cendres. Et il en va de même pour la police. Alors, limiter les dégâts dans l'état présent des choses, certes, mais que diable, soyons clairs : le citoyen ne sera vraiment un citoyen que le jour où il aura pendu le dernier bureaucrate avec les tripes du dernier policier. Et il n'est pas interdit de varier les réjouissances en ajoutant au menu les militaires, magistrats et autres suppôts de l'Etat.

Jean-Marc RAYNAUD

Livre en vente à Publico : 29 F

CHEMINEAUX...

Comme on vous l'a déjà dit mais comme on ne vous le répètera jamais assez :
 • Béanger, le 30 novembre à la Maison du Peuple de Saint-Nazaire à 15 h 30 ;
 • Imago les 28 et 29 novembre à Saint-Etienne.
 ... Et toujours jusqu'au 29 novembre, M. Josée Villar au Forum des Halles à 20 h 30.

J.S.

Livres en vente à Publico

- Recherches d'anthropologie politique, Pierre Clastres 60 F
- Une société festive, Henri Desroche 55 F
- Fourier, Pascal Bruckner 18 F
- Eugène Humbert : la vie et l'Oeuvre d'un Néomalthusianiste, Jean- ne Humbert 37 F
- Nuit glacée, Pa Kin 50 F

Les commandes de livres sont faites au jour le jour, sauf en cas de rupture de stock.

Vous pouvez vous procurer les catalogues des livres en vente à Publico sur simple demande.

DE-CI... ... DE-LÀ

A la Gaîté-Montparnasse (26, rue de la Gaîté, Paris 14^e, 533-42-21), reprise du *Chat débotté* par LES BATELEURS 2 000, dans le cadre de la saison pour la jeunesse, qu'ils y animent. Nous avions déjà pu dire le plus grand bien de ce spectacle (cf. ML du 7 février 80). Jusqu'au 4 janvier, tous les mercredis, samedis, dimanches et jours de vacances scolaires, à 14 h 30. Parents acceptés.

Rappels :
 - RUFUS prolonge son admirable spectacle jusqu'au 3 janvier.
 - *Le Père Noël est une ordure* se joue jusqu'au 11 janvier. A ce propos, sachez que l'affiche de la pièce, dessinée par Reiser, est interdite dans les halls de la SNCF, sur les emplacements publicitaires de la RATP et les colonnes Morris de la Ville de Paris... Ne vit-on pas une époque formidable ?

Pour ces deux derniers spectacles, réduction si ML à la main...

Au Théâtre Petit Forum (15, rue de l'Equerre d'Argent, niveau -3 du Forum des Halles, Paris 1^{er}, 297-53-47), du 10 au 27 septembre, à 20 h 30 : Patrick FONT, en solo, présente, outre certaines reprises telles que *Le candidat des cons* et *L'automatisme militaire*, un spectacle entièrement nouveau. Tant pis pour les complexes et inhibitions !

En toute logique, le tarif « collectifs » sera accordé à chaque porteur du *Monde Libertaire* pour les trois premières soirées (10, 11 et 12).

Dans le cadre du cycle de spectacles pour enfants et leurs parents, à 14 h 30, Steve WARING s'y produit jusqu'au 30 novembre et Roger MASON, du 2 au 14 décembre. Respectivement : *La nuit dort le jour* et *La musique est un jeu d'enfants*. Relâche les lundis.

Au Café d'Edgar (58, bd Edgar Quinet, Paris 14^e, 320-85-11), à 23 heures chaque soir (sauf dimanche) et jusqu'au 9 décembre : MOSALINI et son ensemble « CANYENGUE » ravissent les amateurs de musique populaire latino-américaine et de bandoneon, de guitare et de percussions diaboliques, et encore de tango, valse et candombé. Un curieux envoiement par une musique des sens, une expression brute aux accents de passion, donc de densité et de violence. Une forme de *soul music* qui ne peut laisser de bois... « Canyengue » est un extraordinaire interprète dans la variété de son choix au moins : morceaux traditionnels et contemporains, créations, diversité des sources aussi (Argentine, Uruguay). Le groupe est lui-même une synthèse de genres et d'origines : MOSALINI au bandoneon, c'est « Lacrima », puis « Tiempo Argentino », c'est la continuité de l'aventure de la musique argentine... Jorge TRASANTE, percussionniste montevidéen, est le « pouls » du spectacle ; Jean-Claude GUSELLI, à la basse, issu du rock puis du jazz-rock, est passé du jazz au tango, Ciro PEREZ a déjà derrière lui une bonne carrière de guitariste uruguayen.

Présentations faites, le travail effectué par les musiciens est impressionnant. Travail de l'instrument dont le meilleur est tiré, dans une démarche respectueuse et collective, travail aussi du genre, dynamiquement exploité, pour que vive toujours une éloquence nostalgique, intense et tragique, belle et chaude en de sauvages harmonies. Label-qualité indéniable.

Gérard CARAMARO

Une réduction pour chaque porteur du *monde libertaire* (samedis exceptés).

L'album-souvenir de Buenaventura Durruti (1896-1936)

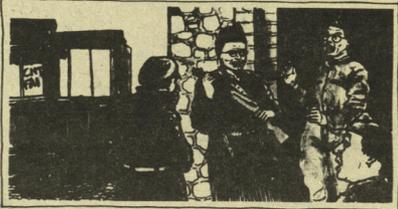
Bande dessinée extraite du livre « Les Orgasmes de l'Histoire » de Frémion et Volny

Textes : Yves Frémion Illustrations : G. Kénia et Volny

23 Interview au Toronto Daily Star (No 1936)



C'est nous qui avons bâti tous ces palais, ces villes en Espagne, en Amérique, partout dans le monde. Nous, les travailleurs, nous allons les remplacer par de nouveaux et de plus beaux. Nous n'aurons pas peur des ruines. La terre sera notre héritage, sans aucun doute. Que la bourgeoisie fasse sauter son univers avant de quitter la scène de l'histoire. Nous portons en nous un univers neuf et cet univers ne cesse de croître. Il croît pendant que je vous parle...



24 Les armées n'arrivent pas au front, Durruti va parler à Barcelone, ce jour le monde est sur-armé. Il imagine : si lui fait pendre à quel point a pu...



25 C'est une commune agraire à Los Monegros quand le temps lui est donné...



26 Colonne Durruti - Pas d'officier, des délégués. Pas, même soldat que deux soldats. Cours martiales composées de soldats. Soviets - Brigades étrangères anarchistes. Pas de salut, pas de hiérarchie.

ENCRE éditeur

En vente à Publico : 85 F

à suivre

TRUST : démagogie !

Rock de choc !... Leur musique prend aux tripes.

Trust nous entraîne à une « messe » de haine contre la société et contre toutes les institutions de l'Etat (dictateurs, militaires, producteurs, bourgeoisie...). Le chanteur dénonce Khomeiny, les Russes, les exécutés de Mesrine, les cadres noirs de Saumur, la lâcheté « qui fait plier l'échine sous les coups répétés et incessants de la répression et de la peur ».

Trust, ça pourrait être bien. Mais voilà, il suffit d'assister à un concert et de les approcher pour entendre « cling ! cling ! », et pour voir une machine à sous utilisant pour bille la révolte de la jeunesse.

« Dynamite » est le slogan, creux, jeté par le chanteur du groupe, comme d'autres prêtres gueulent « Allah ! », « Jésus ! », « Lénine ! », « Trotsky ! », ou on ne sait quelle autre drogue ayant pour but d'endormir le sujet.

« Milice-Police », « Antisocial », « Bosses huit Heures », « Sors tes Griffes », « Les Sectes » sont quelques titres aguicheurs de leur répertoire. Et pourtant la ficaille (en grand nombre) se promène tranquillement aux abords et même dans la salle ; des gardes-chiourmes (dont

certaines armées) protègent la scène, le matériel, les coulisses, avec une vigueur digne du costume de colonel de l'armée rouge dont s'affuble sur scène le chanteur ; par ailleurs, ce dernier utilise, cultive, le chauvinisme, le sexisme, pour manipuler, pour faire hurler la foule ; dans divers points de la salle, on vent badges, tee-shirts et autres emblèmes de culte (heureusement, il semble que ça n'a pas fait recette) ; à la fin du spectacle, les quelques militants de la FA venus demander des explications pour les exprimer dans le ML sont vivement repoussés et injuriés (le chanteur dira de nous, entre autres : « pauvres imbéciles n'y comprenant rien », le manager nous appellera « fascistes », etc.).

Pour nous, tout est clair : Trust utilise des idées pour faire seulement du FRIC ;

Trust sert le pouvoir comme DEFOULOIR, CANALISATEUR des révoltes de la jeunesse ;

Trust ne durera, nous l'espérons, que le temps que dure une étoile filante.

Toulon-Centre (Région Toulonnaise)

P.S. : que les gens de Trust nous prouvent le contraire et nous serons heureux de dire les modifications de leur comportement.

LA JUSTICE SELON PEYREFITTE RESTE UNE JUSTICE AU SERVICE DU POUVOIR QUEL QU'IL SOIT !

VOLTAIRE disait qu'en rentrant dans la Grande Chambre du Palais, on y trouvait plus de moines que de raison, et sa réflexion s'inscrivait à la suite de celle du bon La Fontaine qui avait cloué les chats-fourrés au pilori, dans *Les Animaux malades de la Peste* et dans de multiples autres pièges. C'est dire que ce problème de la justice est à la fois complexe et subjectif, que celle-ci n'a rien de formelle, qu'elle est le fruit des us, des coutumes, des spiritualités du moment, des



intérêts collectifs des sociétés, des classes, des intérêts particuliers de ceux qui, pour un temps, les dominent. Et si dans notre siècle, la justice est rendue à l'aide de rites à peu près similaires, elle l'est au nom d'intérêts différents et, plus que l'appareil à peu près rodé, c'est la sentence, et peut-être plus encore les moyens, qui conduisent le judiciaire devant le tribunal qui caractérise la société dont elle est l'instrument.

Rien n'illustre plus ce propos que deux événements d'actualité qui se passent aux antipodes et sur lesquels la presse s'est longuement étendue. Pour le premier de ces deux événements, Eric Yungi nous compte, dans le *Quotidien*, quel luxe de précautions la justice s'est saisie de la malheureuse affaire Althusser, avant d'inculper un personnage important de l'Université, de la politique et de la littérature, qui appartient à cette grande famille de notables que le bras séculier de la justice se gardera bien de traiter comme vous et moi, c'est-à-dire de le fourrer à la Conciergerie, dans une cellule qui sent la merde et où les punaises et les rats vous tiennent compagnie et vous aident à vous distraire de vos sombres pensées. Le second se déroule à Pékin, devant un aérogone judicieusement choisi, où la « bande des quatre » comparait devant des juges qui furent leurs complices et qui, en accablant madame Mao, essayent de se refaire une virginité. Ces deux

exemples donnent à la justice sa vraie dimension universelle, dans le temps et dans l'espace. Ils sont le vrai visage de la justice inégale et arbitraire, indulgentes envers les puissants et dure envers les faibles, que seule la conjoncture sociale, philosophique, religieuse, différencie, et on peut dire, sans crainte d'être démenti par les faits et par l'Histoire, que ce qui caractérise la justice, c'est l'opportunisme. Les gouvernements l'ont bien compris, et le nôtre n'est pas laissé en reste. C'est ce qui explique le projet Peyrefitte, que les deux assemblées législatives se renvoient, de façon à lui donner une double efficacité : une efficacité électorale basée sur la peur et une efficacité corrective lui permettant d'amener à la raison les minorités qui s'agitent.

La loi Peyrefitte est une loi de circonstances destinée à être modifiée chaque fois que l'intérêt de classe de la société capitaliste le jugera nécessaire, au nom des « grands principes », naturellement ! Le personnel judiciaire lui, dans cette affaire ? Il suit le bœuf, attentif à sa carrière, n'ayant pour seul objectif que de protéger son honorabilité. Comme les maquerelles, il couvre ses petites lâchetés et ses saloperies majestueuses sous le glaive de la loi, et il arrive ainsi à faire taire les âmes timides. Victoire précaire, car l'Histoire, qui est sans pitié et qui ne craint rien, n'est pas tendre pour ces personnages, et si le nom de Voltaire comme celui de Callas sont universellement connus et respectés, ceux des saligauds qui, recouverts d'hermine, envoyèrent celui-ci à la mort, sont confondus dans l'anonymat de l'abjection. Ce qui conduit le corps des magistrats à la seule contestation où son intérêt est en jeu, à part quelques exceptions qui confirment d'ailleurs la règle, ce sont ses structures hiérarchiques qui sont construites sur le modèle de la société libérale capitaliste, ce qui le rend solidaire de cette société, quelles que soient les formes qu'elle prend, les âmes sensibles de la magistrature ayant toujours la ressource de pleurnicher dans *Le Monde*, en nous faisant remarquer que ce ne sont pas elles qui font les lois, mais qu'elles sont simplement chargées de les appliquer. Et après tout, les quelques protestations que le projet Peyrefitte a soulevées dans le corps des magistrats ont plus trait à leur refus d'endosser les responsabilités de la réforme qu'au refus des motiva-

tions qui permettait au ministre de la justifier. Pas fous, les chats-fourrés ! Et la grande peur de la société qui justifie le projet Peyrefitte, c'est également la grande peur de cette magistrature couchée devant le pouvoir politique, qui jette un coup d'œil inquiet vers la population et qui geint : « c'est pas moi, messieurs... ce sont les autres ! ». Car l'Histoire nous apprend que la magistrature n'est pas seulement féroce, vénale, mais encore lâche devant tous les pouvoirs qu'elle sert avec un même zèle.

Le projet Peyrefitte a d'abord été un projet destiné à rassurer l'électeur potentiel en enfermant les peines dans un cadre étroit, ne laissant au juge qu'une possibilité limitée d'apprécier le délit qui coupe court à nombre d'éléments psychologiques destinés à atténuer la responsabilité. Il s'agit de rassurer une population affolée par les médias et conditionnée par une politique à la petite semaine qui ne lui permet pas de voir la responsabilité de la société de classes dans cette multitude de délits mineurs qui ne sont rien d'au-

Mais d'autres modifications, qui s'inscrivent dans nos temps troublés, prennent un autre caractère, et je pense à la garde à vue, par exemple, qui conduit à épuiser le présumé coupable afin de lui dicter sa déposition. Cette garde à vue, avec la juridiction de la Cour de Sureté de l'Etat, est la plus exécutable. Je sais bien que Peyrefitte nous dit qu'elle n'est appliquée qu'aux grands coupables, mais nous n'ignorons pas que ces lois particulières deviennent des lois applicables à tous, lorsque les circonstances politiques l'imposent, et nous n'avons pas oublié ces officiers supérieurs qui, comme la justice, sont particulièrement chatouilleux sur « leur » honneur et qui, en Algérie, torturèrent leurs prisonniers. Oui, ce corps des officiers est aussi méprisable que celui de la magistrature, et ce qui est curieux, c'est justement lorsque leurs crapuleries deviennent si évidentes et que chacun les constatent, qu'ils demandent réparation de la révélation de leurs méfaits. Mais il est vrai que dans leur simplicité, nos anciens n'étaient pas si loin de la vérité en mettant dans les plateaux de la balance du magistrat aux ordres, le sabre et le goupillon !

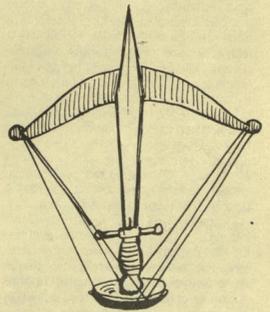
En vérité, la loi Peyrefitte tend à favoriser la magistrature qui reçoit directement ses consignes du ministre, de façon à annihiler toute tentative de fronde d'un personnel qui est plus souvent couché qu'assis.

Les Chambres ont voté ce projet, ou plutôt, la majorité. Les autres, la minorité, ont voté contre ! Les bons apôtres ! Marchais et compagnie représentant la justice, la vraie, contre la justice de classe ? Il faut le faire ! Les hommes n'ont-ils plus de mémoire ? Tous les partis politiques considèrent qu'il n'existe qu'une justice respectable, celle qu'ils préconisent, alors que lorsqu'ils sont au pouvoir, celle-ci n'est pas différente de l'autre, celle qu'ils condamnaient pour des raisons électorales.

Au cours de l'Histoire, on a toujours tué des hommes. Pour de multiples raisons. Les unes politiques, les autres crapuleuses... Mais, excusez-moi du pléonasme ! Et la justice des hommes, prenant la relève de la justice divine, a constamment couvert de sa robe souillée tous ces crimes ! Aujourd'hui où la civilisation s'est affinée, la justice tue moins pour le bénéfice du pouvoir ; elle se contente, comme en Italie par exemple, de couvrir le crime politique. Mais

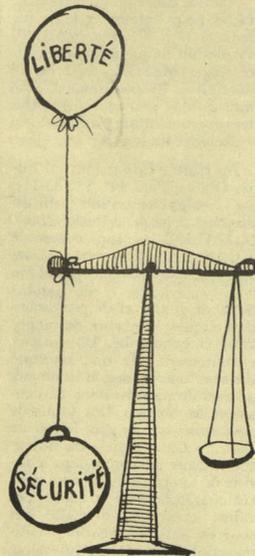
que diable, nous sommes dans une société où la division du travail règne en maître ! Le pouvoir délègue ses argousins ! S'ils ont la maladresse de se faire prendre, la justice vertueuse les couvre, lorsqu'elle ne dévie pas sur d'autres, des innocents. Le châtimement du crime.

La justice n'existe pas. Elle n'est rien d'autre qu'un compromis entre les hommes qui ont décidé de vivre ensemble. Un accord, disait Proudhon, et elle prend naturellement la forme

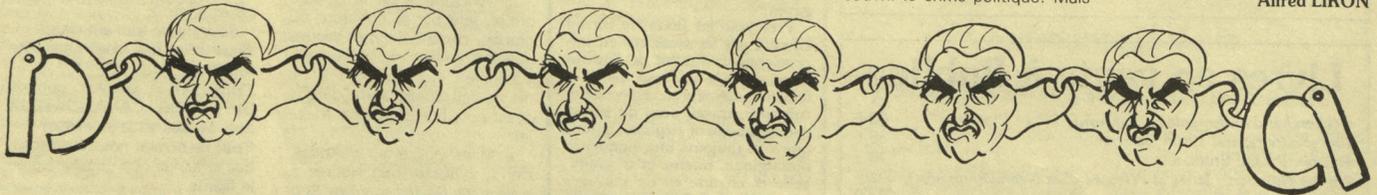


que prend cet accord entre les hommes. Dans l'Histoire, ces accords ont été bâtis sur des hiérarchies de valeur sanctionnées par des différenciations économiques, ce qui a déclenché des luttes féroces pour accéder au pouvoir. La justice, qui s'est inscrite dans ces sociétés de la différence, en a épousé tous les vices et la spiritualité divine dont on a d'abord voulu la couvrir. Puis, la spiritualité égaliste, pas plus que la spiritualité sociale n'ont arrangé les choses. Le vice était justement de la législation de la différence que la justice devait protéger, différence représentée par la propriété, cette propriété souvent acquise par le vol, par le pillage et par la rapine. Protéger ces forfaits n'était pas évident, et les puissants, pour couvrir leurs pillages, ont doté la justice de cette espèce de majesté qui la rendait intouchable. Mais aujourd'hui, les choses sont plus claires pour ceux qui veulent faire un effort pour comprendre.

La justice est aujourd'hui semblable à un théâtre : les décors changent, l'intrigue reste la même. Après les traficotages que vient de lui faire subir Peyrefitte et ses acolytes du Sénat et de l'Assemblée nationale, un seul titre lui convient, celui que Sartre donna à l'une de ses pièces : *La P... respectueuse*.
Alfred LIRON



tre qu'un phénomène de société. Toutes les restrictions sur les méthodes pénitentiaires de la limitation des pouvoirs des juges de peines, sur les permissions, sont de la même veine et ont pour but de donner au gouvernement une image de marque énergique, de rassurer le peuple et de faire tenir tranquille les éventuels shérifs.



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.